



Déclaration des Elus Locaux et Régionaux d'Afrique

Lutter ensemble contre le dérèglement climatique en Afrique

Nous, élus locaux et régionaux d'Afrique, réunis ce vendredi 29 juin 2018 à Abidjan pour le Sommet Climate Chance Afrique 2018, dans la continuité du Sommet Climate Chance tenu en 2017 à Agadir, continuons à rappeler que :

- Considérant l'engagement de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement de la planète en-dessous des 2 degrés Celsius, et si possible de tendre vers 1,5 degré Celsius ;
- Soutenant l'Appel à l'Action lancé lors de la COP22 de Marrakech au Maroc, pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en particulier à travers la réalisation effective des contributions déterminées au niveau national (NDCs) et des plans nationaux d'adaptation ;
- Constatant que la feuille de route adoptée à Marrakech le 14 novembre 2016 par le Sommet des Elus Locaux et Régionaux a défini un cadre d'action mondial vers la localisation de la finance climat ;
- Réaffirmant notre adhésion et notre soutien aux récents engagements et déclarations des élus locaux et régionaux pour le climat, en particulier : la Déclaration du Sommet des Villes et Régions d'Afrique, à Yamoussoukro (juin 2015) ; la Déclaration du Sommet Mondial Climat et Territoires, à Lyon (juillet 2015) ; la Déclaration du Sommet des Elus Locaux et Régionaux pour le Climat, à Paris (décembre 2015) ; la Déclaration des Elus Locaux et Régionaux d'Afrique, lors du Forum préparatoire de la COP22 à Cotonou (septembre 2016) ; la Feuille de Route de Marrakech pour l'Action des Villes et Régions du Monde pour le Climat (novembre 2016) ;

Déclarons ce qui suit :

(1) Nous réaffirmons notre engagement à lutter contre le dérèglement climatique en anticipant l'évolution de nos propres territoires, en particulier les zones urbaines, afin d'éviter demain une croissance significative de nos émissions de gaz à effet de serre et de prendre dès aujourd'hui les mesures d'adaptation nécessaires. Nous nous engageons à mener à bien ces "plans climat" et à impliquer tous les acteurs de nos territoires : citoyens, associations, acteurs économiques, etc.

(2) Nous encourageons les villes et les régions d'Afrique à rejoindre la Convention des Maires pour le Climat et l'Energie, ainsi que les initiatives RegionsAdapt et Under2Coalition, qui visent à mettre en œuvre une vision de long-terme de leur territoire, en matière d'accès à l'énergie, de réduction des

émissions de gaz à effet de serre, d'actions d'adaptation au dérèglement climatique, et d'adoption de solutions bas-carbone ;

(3) Nous soulignons l'importance de reconnaître la spécificité des défis du dérèglement climatique en Afrique, qui justifie, au niveau territorial, de donner la priorité à l'accès à l'énergie, à l'aménagement du territoire et à la planification urbaine, dans le respect de la complémentarité rural-urbain, notamment au regard de politiques agricoles durables garantissant la sécurité alimentaire sur ces territoires ; et à des actions d'adaptation. C'est dans le cadre de la mise en œuvre de ces stratégies d'accès à l'énergie et d'adaptation au dérèglement climatique que les stratégies d'atténuation doivent être développées ;

(4) Nous rappelons que la majorité des contributions déterminées au niveau national (NDCs) devrait se concrétiser au niveau des villes et des territoires, ce qui requiert l'implication des gouvernements locaux et régionaux afin de faciliter la mobilisation et la collaboration de tous les acteurs du territoire pour leur mise en œuvre effective sur le terrain. Nous renouvelons notre volonté de travailler étroitement avec nos gouvernements nationaux pour identifier les actions prioritaires, renforcer l'ambition et répondre effectivement aux enjeux d'adaptation ;

(5) Nous appelons, en conséquence, à l'adoption et la mise en œuvre d'un programme de renforcement de capacités et d'assistance technique à destination des gouvernements locaux et régionaux d'Afrique, pour leur permettre de maîtriser le processus MRV (Mesurer, Rappporter, Vérifier), et de préparer des demandes éligibles à la finance climat, notamment au Fonds vert pour le climat, en insistant sur la simplification des procédures ;

(6) Nous rappelons l'importance de processus de coopération décentralisée qui soient en cohérence avec le développement institutionnel et le renforcement des capacités ;

(7) Nous renouvelons notre attachement au cadre de coopération multi-acteurs qu'offre *Climate Chance*, et nous encourageons ses initiateurs à continuer à développer les synergies et la complémentarité entre les acteurs pertinents, afin que leurs actions concertées soient à la hauteur des défis et opportunités du dérèglement climatique dans nos villes et territoires. Nous appelons les divers acteurs des sociétés civiles africaines à rejoindre cet appel et ce processus d'engagement collectif, à échanger bonnes pratiques et priorités d'action, à définir ensemble les scénarios d'action qui répondent aux enjeux du dérèglement climatique pour le continent africain.

Nous ferons un premier bilan de cette mobilisation collective lors du Sommet Africités qui se tiendra à Marrakech en Novembre 2018.

Signataires en 2018 :

Mme KANYIKE Sarah Sebyggala, Adjointe au maire de Kampala, Ouganda

M. LOGLO Kossi Amétowoyona, Maire de de Tsévié, Togo

M. THIMBO Abdoulaye, Maire de Pikine, Sénégal

M. ABI Koffi Richmond, Président de la région Marahoué, Côte d'Ivoire

M. AKA Aouélé, Président de la région Sud Comoé, Côte d'Ivoire et président de l'ARDCI

M. KOSSONOU Kouassi Ignace, Président de la région Gontougo, Côte d'Ivoire, et Secrétaire Général de l'ARDCI

M. EZO Emako, Maire de Arba Minch, Ethiopie.

M. TANO Guillaume, Vice-Président de la région de Moronou, Côte d'Ivoire

M. KANGA N'Guessan Michel, Vice-président de la Région Indénié-Djuablin, Côte d'Ivoire

M. SEFIANI Mohamed, Maire de Chefchaouen, Maroc

M. DE ARAUJO Manuel, Maire de Quelimane, Mozambique

Initiative lancée en 2017 à Agadir en présence et avec le soutien de :

M. HAFIDI Brahim, Président de la Région Souss Massa et 1er Vice-Président de l'Association des Régions Marocaines
M. PARKS TAU Mpho, ancien Maire de Johannesburg et Président de CGLU
Mme HARILALAINA Irma Juliandres, Maire de la Commune Urbaine de Fianarantsoa et Secrétaire Général de l'Association des Maires des Grandes Villes de Madagascar (AMGVM)
M. BEUGRE Donatien, Président du Conseil régional de San Pedro et Représentant de l'Association des Régions et Districts de Côte d'Ivoire (ARDCI)
M. BAYA Cheikh, Président de l'Association des Maires de Mauritanie (AMM)
M. DAOUDA David, Secrétaire Permanent de l'Association des Maires de Centrafrique (AMCA)
M. EL MALOUKI Salah, Maire de la Commune d'Agadir, Maroc
Mme AWALEH OSMAN Fatouma, Maire de Djibouti
M. NAKOMBO Emile-Gros-Raymond, Maire de Bangui, RCA
M. BEOUNIDE Armand Roland Pierre, Maire de Ouagadougou, Burkina Faso
Mme DAO Macoura, Maire de Fombolo, Côte d'Ivoire
Dr DIE Mohamed, Maire de la Commune Rachid - el Wahat, Mauritanie
M. SAIB Kamel, Maire de la Commune de Tazouta, Province de Sefrou, Maroc
M. OUDOR Mohamed, Président du Conseil Municipal de la Commune Fam El Hisn, Souss Massa, Maroc
M. ADECHI Ayéladé Pierre, Président de la Communauté des Communes du Plateau, Sakete, Bénin
M. SEKKAL Abdessamad, Président de la Région Rabat Salé Kénitra, Maroc
M. MOUJAHID Brahim, Président de la Région Beni Mellal Khénifra, Maroc
M. GUEU Gilles Diénot, Président du Comité économique social et environnemental de la région de San Pedro, Côte d'Ivoire
M. MOULOT Jean-Louis, Vice-Président du Conseil Régional du Sud Comoé, Côte d'Ivoire
M. MBA YE Mamadou Moustapha, Président du Conseil départemental Saint-Louis, Sénégal
M. BOULLOUD Abderrahmane, Vice-Président du Conseil Préfectoral de Rabat, Maroc
M. SANE Seydou, 1er adjoint au Maire de la Commune de Ziguinchor, Sénégal
M. THIAM Cheikh, 2^{ème} Vice-Président de la Communauté urbaine de Nouakchott, Mauritanie
M. TEMSAMANI Khalid R., Secrétaire d'Etat chargé du développement durable de la Région Tanger - Tétouan - Al Hoceima
Dr EKWU Alice, Commissaire aux changements climatiques et à la forêt du Ministère des Changements Climatiques et des Forêts de l'Etat de Cross River, Calabar, Nigéria
Mme BAH SAINÉ Mariama, Conseillère du Conseil régional de Brikama, Gambie
M. KOUROUMA Djély Mory, Secrétaire Général de la Commune de Kaloum, Guinée Conakry
Mme TRAORE Sagar Diouf, Conseillère Municipale de la Commune de Mermoz Sacré Cœur, Dakar, Sénégal
M. LAARAJ Mohamed, élu de la Commune rurale Ida Ou Moumen, Maroc
M. RAKOTOARINIA NJATONIRINA RAMIANTAMANANA, Conseiller technique de la Commune Rurale Ambohimalaza Miray, Antananarivo, Madagascar
M. MAVOUNGOU NDONG BITEGHE Joseph Landry, Administrateur Economique et Financier de Libreville, Gabon
Mme EL HAITE Hakima, Championne de Haut niveau pour le Climat

Et soutenu par les réseaux mondiaux de collectivités locales :

CGLU – Cités et Gouvernements Locaux Unis
ICLEI - Local Governments for Sustainability
C40 - Cities Climate Leadership Group
R20 – Regions of Climate Action
nrg4SD – Network of Regional Governments for Sustainable Development
FMDV – Fonds Mondial de Développement des Villes